

Le jour d'après commence dès aujourd'hui, Repenser l'organisation des transports et de ses infrastructures

Le secteur des transports publics est durement touché par la crise sanitaire liée au COVID 19 et ce dans toutes ses composantes. Que ce soit en raison du confinement, de la limitation des échanges nationaux et internationaux, de la mise en place du chômage partiel et du télétravail, les mesures prises pour enrayer la propagation de l'épidémie ont mis en sommeil l'activité économique et les besoins de transports. Les trafics aériens, maritimes, routiers et ferroviaires sont drastiquement réduits, voire paralysés et essentiellement tournés vers les échanges de marchandises. L'aéroport d'Orly et certains ports sont fermés, les réseaux urbains et régionaux fonctionnent au ralenti et les TGV ne transportent que 1% des voyageurs habituels.

Nous traversons une situation que personne n'a évidemment jamais connue, surtout sur une période de plusieurs semaines avec des perspectives qui s'annoncent préoccupantes pour plusieurs mois.

Une situation qui appelle d'ores et déjà à réfléchir sur le « jour d'après », l'organisation de notre mode de vie sociale et économique et à penser autrement notre rapport au monde et à la planète.

Citoyens, acteurs politiques, économistes, scientifiques, de nombreuses voix s'élèvent pour rompre avec un système à bout de souffle destiné à servir les intérêts de certains au détriment du plus grand nombre et de la planète.

Au niveau des transports, au-delà des conséquences directes de la crise pour les usagers et les salariés, c'est l'occasion de réfléchir à nos besoins et par là même aux infrastructures nécessaires aux populations et à notre société qui devront nécessairement évoluer dans leur nature et leur finalité.

Ce n'est pas ce qui se dessine actuellement ! Le pouvoir politique et économique ne prend pas la mesure de la situation et compte bien redémarrer « comme avant », se saisissant même des mesures exceptionnelles mises en place par le Gouvernement pour tirer des profits sur le dos des salariés et des contribuables.

Des chantiers qui ont redémarré-en plein confinement

Alors que la grande majorité des chantiers d'infrastructures de transport ont été à l'arrêt depuis plusieurs semaines, ce n'est pas un hasard si un des premiers à redémarrer est celui du CDG Express, cette liaison ferroviaire tant contestée qui doit relier directement la Gare de l'Est à l'aéroport au détriment des usagers de la ligne B du RER. Les travaux du Grand Paris Express ont également repris.

Après une mise en sommeil prolongée des infrastructures existantes, il y aurait pourtant d'autres priorités si l'on veut que les différents réseaux soient de nouveau opérationnels et permettre un retour à la normale progressif de nos capacités de transport dans un contexte qui sera inévitablement tendu en moyens humains, matériels et financiers.

Dans un premier temps, il s'agira de s'assurer que cette reprise se réalise dans des conditions maximales de protection des salariés et des usagers.

Dans un second temps il faudra impérieusement que les équipes soient concentrées sur les opérations de maintenance et de régénérations des différents réseaux et des modes de transports indispensables au redémarrage avant que des contraintes techniques liées à l'arrivée de l'été ne viennent perturber les capacités d'intervention.

Il faudra bien évidemment que les entreprises de transport, et les gestionnaires d'infrastructures, puissent bénéficier du soutien financier de l'Etat, si nous voulons que le secteur des transports continue d'assumer le rôle stratégique qu'il a toujours occupé, notamment dans les périodes de crises telle celle que nous traversons.

Le jour d'après se prépare dès aujourd'hui

Au-delà des mesures d'urgence nécessaires pour maintenir à flot les différents acteurs et redémarrer l'activité de manière sûre et efficace, il faudra mettre en place un grand plan d'investissements pour les infrastructures de transport.

Il nous faut concrètement redéfinir nos priorités et orienter nos financements vers les infrastructures nécessaires aux enjeux stratégiques de la Nation en termes de transport de masse mais également pour irriguer chaque parcelle du territoire, que ce soit pour les voyageurs ou les marchandises.

Les infrastructures de transport devront demain, non seulement répondre aux besoins actuels, notamment ceux liés aux déplacements domicile/travail, de loisirs et économiques, mais également anticiper les besoins futurs liés à une réindustrialisation du pays et à l'intégration des besoins environnementaux.

Cette crise a fait apparaître de nombreuses failles dans notre modèle libéral, notre manière de vivre, de produire et de consommer. Au-delà du drame social et humain que nous vivons, il nous faut en tirer les enseignements pour que demain soit différent, pour que l'humain et notre environnement soient au cœur de nos préoccupations. Certains employeurs n'en prennent pas le chemin et demandent d'ores et déjà des assouplissements voire des suppressions de règles environnementales.

Il nous faut repenser les transports, leur quantité, leur financement, leur fonctionnement, leur place dans la société si l'on veut qu'ils continuent d'exercer le rôle essentiel qu'ils occupent dans notre pays, notamment dans le domaine social et économique.

La CGT met à disposition du débat ses propositions, notamment celle de la création d'un Pôle Public de Transports de Marchandises et de Voyageurs. Il reposerait sur la mise en réseau d'un ensemble d'entreprise de transports et de gestion des réseaux et des infrastructures exerçant des missions de service public et d'intérêt général. Sa conception s'inscrit dans une logique multimodale de la chaîne de transport, en complémentarité entre eux, en opposition aux logiques de concurrence.

Pour que le « jour d'après » qui commence dès aujourd'hui soit signe de renouveau, c'est tous ensemble qu'il nous faut construire le monde de demain.

Ensemble, exigeons un grand plan d'investissements dans des infrastructures de transports pour répondre aux besoins des citoyens et de la Nation ainsi qu'aux grands enjeux environnementaux et sociaux du XXIème siècle !

Ensemble, exigeons des transports de qualité, sûrs et au service de tous, sur tout le territoire !

Ensemble, écrivons notre avenir !